



LETTRE OUVERTE

Ploufragan, le 18/03/2024.

---0---

Chers Adhérentes, chers Adhérents,

L'ouverture de la pêche des salmonidés en 1ère catégorie, le week-end des 9 et 10 mars 2024, a été une période particulièrement attendue pour bon nombre d'entre nous. Les rivières des Côtes d'Armor ont accueilli de nombreux pêcheurs, désireux de renouer avec la nature et de pêcher la truite dans nos magnifiques cours d'eau. Les conditions météorologiques, marquées par des pluies abondantes et des niveaux d'eau élevés, ont certes influencé les résultats de manière variable selon les secteurs du département, mais chacun a eu l'opportunité de renouer avec sa passion et de profiter de ces moments précieux au bord de l'eau.

Cependant, je suis conscient que la nouvelle réglementation départementale concernant la pêche du saumon suscite des interrogations au sein de notre communauté. Bien que la majorité des pratiquants aient accepté ces changements et compris les motivations qui ont amené la Fédération à proposer de nouvelles dispositions plus contraignantes, certains ont exprimé leur mécontentement. Si nous entendons les critiques, le débat démocratique ne peut supporter des comportements inacceptables tels que l'invective, la violence, le dénigrement ou les menaces envers des personnes bénévoles ou salariés. Aussi, je renouvelle mon soutien aux élus des structures associatives de la pêche et de la protection du milieu aquatique qui agissent conformément à nos statuts et bénéficient donc de la légitimité de leur mandat pour engager des débats, trouver des compromis et défendre la pêche récréative dans l'intérêt, parfois contradictoire et dans tous les cas délicat, des pêcheurs.euses et des milieux aquatiques.

Face à cette situation et aux comportements récents regrettables, je tiens à rappeler les points essentiels suivants :

- La situation du saumon dans nos rivières est préoccupante, voire catastrophique depuis plusieurs années, et semble évoluer de manière inquiétante au niveau mondial. Plus que toutes autres espèces, les migrateurs sont sensibles à l'ensemble des facteurs naturels de dégradation des conditions de vie des poissons : réchauffement climatique, pollution de l'eau, obstacles à la migration, dégradations de l'habitat et des zones de reproduction, autant d'éléments qui diminuent leurs chances de survie. Même si la pêche de loisir n'est en rien responsable de cette situation, elle se doit d'en tenir compte.
- Pour garantir la survie et la prospérité du saumon atlantique, les structures agréées de la pêche associative de loisir - SAAPL - jouent un rôle fondamental en adoptant des mesures de suivi des populations, de surveillance et de conservation responsables et appropriées. A ce titre, elles se mobilisent au quotidien et à tous les niveaux pour étudier et préserver le saumon atlantique.

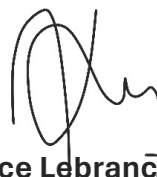
Dans ce contexte et fort de son engagement, la Fédération des Côtes d'Armor a pris ses responsabilités en alertant à plusieurs reprises les autorités compétentes sur l'urgence de mettre en place des mesures de gestion adaptées à cette situation. En l'absence de réponse des services de l'Etat (DREAL, préfet de région), le Conseil d'Administration fédéral, après consultation des AAPPMA concernées, a pris la décision unanime de demander à l'administration départementale des Côtes d'Armor de prendre des mesures adéquates (DDTM, préfet des côtes d'Armor). Consciente de la situation, celle-ci a su répondre à nos attentes. Ces mesures, désormais en vigueur, visent à mieux protéger les populations de saumons en restreignant certaines pratiques de pêche. Elles concernent notamment la période de pêche (suppression de la pêche automnale) et les modes de pêche (suspension de la pêche aux appâts naturels) pour améliorer la survie des poissons devant être remis à l'eau.

Dans le même temps, et au titre de mon mandat national, j'ai sollicité notre Fédération Nationale afin d'initier un travail collectif pour engager une évolution de la réglementation à la hauteur des enjeux. Cette démarche a été approuvée et sera prochainement mise en œuvre en collaboration avec l'ensemble des Fédérations départementales impactées.

Je souhaite souligner que les mesures actuelles ont un caractère exceptionnel et intimement lié à la situation de raréfaction du saumon atlantique dans nos rivières. L'interdiction des appâts naturels ne s'applique qu'à la pêche du saumon et de la truite de mer, et ne doit en aucun cas être étendue à d'autres espèces, notamment la truite. Je tiens à rassurer tous les pêcheurs sur ce point.

La pêche de loisir est une activité conviviale, ouverte à tous, facteur de lien social, de bienveillance, d'engagement et de partage, et nous souhaitons qu'elle le reste. N'oublions pas que les pêcheurs.euses sont les premiers ambassadeurs de leur activité et qu'ils participent par leur présence dans les instances associatives de la pêche de loisir à la promotion et au respect de la pluralité des pratiques. Aussi, je vous invite à rester ouverts au dialogue, à la compréhension mutuelle, et ce dans le respect de nos instances et des décisions adoptées démocratiquement et conformément à nos statuts au sein de notre Fédération. Les mesures actuelles sont le fruit de compromis nourris d'une réflexion approfondie, et la volonté de préserver notre patrimoine naturel pour les générations futures.

Je vous remercie pour votre attention et votre engagement envers notre passion commune.



Maurice Lebranchu

Président de la FDAAPPMA 22

Vice-Président de la FNPF